

REGLEMENT CONCERNANT LES DECHETS

La commune municipale de Sorvilier

Vu l'article 57, 1^{er} alinéa, de la loi du 7 décembre 1986 sur les déchets,

Vu le contrat de fondation de CELTOR SA, art. 19, du 2 juin 1975,

Vu l'annulation du règlement sur les déchets de CELTOR SA, édition 1977, selon décision de l'assemblée générale des actionnaires du 6 mars 1989,

édicte sous réserve d'approbation par la Direction des transports, de l'énergie et des eaux (DTEE), le présent

REGLEMENT

I. Généralités

Article 1

Tâche de la commune

1. La commune exerce la surveillance sur le traitement des déchets de toutes sortes sur tout le territoire communal.
2. Elle organise le ramassage, le recyclage et l'élimination des ordures ménagères.
3. Elle encourage toute mesure destinée à réduire la quantité des déchets.
4. Elle informe la population sur les questions relatives aux déchets.
5. Elle participe, conformément à la législation à d'autres tâches relatives au traitement des déchets.

Article 2

Organisation, exécution

1. Le traitement et la gestion des déchets sont placés sous la surveillance du Conseil municipal qui en assume la direction technique.
2. Le Conseil municipal est compétent pour l'exécution de la loi au sein de l'administration communale.

Article 3

Conception relative aux déchets

1. Le Conseil municipal édicte une conception relative aux déchets. Celle-ci fixe les principes à suivre et les mesures à prendre pour la réduction quantitative, le ramassage, le recyclage et l'élimination des déchets au niveau communal. Elle tient compte de la conception décidée par CELTOR SA.
2. La conception relative aux déchets est élaborée par le Conseil municipal. Les tâches du canton, de la région et des exploitants des installations de traitement auxquelles la commune est rattachée seront prises en compte.

3. La conception relative aux déchets sert de base décisionnelle pour les mesures à prendre en vertu du présent règlement.

Article 4

Information

1. Le Conseil municipal informe la population sur les questions relatives aux déchets, en particulier sur les possibilités de réduire la quantité de déchets et de les recycler, sur le service de ramassage, sur les collectes sélectives, sur les types de déchets et sur leurs propriétés.
2. Dans la mesure où elle a trait à des activités assumées par CELTOR SA, l'information est préparée en collaboration avec cette société ou par elle.
3. Le Conseil municipal fournit des renseignements sur les questions relatives au traitement des déchets et promulgue des réglementations particulières, notamment pour l'évacuation des déchets pendant les jours fériés ou pour l'organisation de collectes sélectives.

Article 5

Obligation d'utilisation

1. Chacun est tenu, dans le cadre du présent règlement et des dispositions d'exécution qui s'y rapportent, de remettre les déchets au service public de ramassage et d'élimination des ordures.
2. Fait exception le compostage des ordures provenant des habitations, des jardins ou de l'artisanat, pour autant que cette mesure ne risque pas de polluer les eaux ou d'incommoder les voisins, L'article 12 reste réservé.

Article 6

Interdiction de jeter ou de déposer des ordures

1. Il est interdit de jeter, de déposer ou d'abandonner des déchets en dehors des décharges autorisées.
2. Fait exception le compostage au sens de l'art. 5, 2^{ème} alinéa.

Article 7

Contrôle

1. Les organes compétents contrôlent de manière ponctuelle l'origine, le volume, les caractéristiques et l'élimination des déchets, notamment dans les entreprises de l'industrie et de l'artisanat, en s'attachant au besoin les services de spécialistes.
2. Les contrôles servent à vérifier si la procédure des documents de suivi est correctement appliquée pour les déchets spéciaux (ordonnance du Conseil fédéral du 12 novembre 1986 sur les mouvements de déchets spéciaux).
3. L'obligation de renseigner les autorités et l'obligation qu'ont ces dernières de garder le secret découlent des articles 46 et 47 de la loi fédérale sur la protection de l'environnement.

II. Ordures ménagères

a) Dispositions communes

Article 8

Poubelles publiques

1. Le Conseil municipal veille à ce que des poubelles soient placées aux endroits très fréquentés tels que les places, les points de vue et les lieux de détente, et régulièrement vidées.
2. Les poubelles sont destinées à recevoir les petits déchets. Elles ne doivent pas servir au dépôt d'ordures ménagères ou d'objets encombrants.

Article 9

Incinération

1. Peuvent être brûlés à ciel ouvert, les déchets de papier, de bois, des jardins et des récoltes provenant des ménages, du petit artisanat, de l'agriculture et de la sylviculture, pour autant que le voisinage ne soit pas incommodé par la fumée, l'odeur ou d'autres immixtions gênantes et qu'il n'y ait pas de risque d'incendie (art. 9 de la loi sur la salubrité de l'air).
2. L'incinération de déchets dans des installations de chauffage est régie par les prescriptions de la législation en matière de protection de l'air.

Article 10

Broyage des déchets

Le broyage des ordures dans le but de les évacuer par la canalisation des eaux usées est interdit. L'élimination des langes par la canalisation des eaux usées est en particulier interdit.

Article 11

Recyclage

1. La commune organise en vue de leur recyclage la collecte sélective de tous les déchets tels que désignés
 - les vieux papiers
 - les verres perdus
 - les ferrailles
 - l'aluminium
 - les huiles usées
2. La préparation ou la remise de ces déchets se feront conformément aux prescriptions plus détaillées du Conseil.
3. La collecte sélective des déchets compostables est organisée par les communes qui peuvent la confier à CELTOR SA.

Article 12

Compostage

1. Les ordures ménagères ou industrielles et les déchets de jardin se prêtant à la fabrication de compost peuvent être recyclés par leur détenteur.

2. Si ces ordures et déchets ne sont pas traités de cette manière par leur détenteur, ils doivent être livrés à l'installation de compostage de CELTOR SA, conformément aux instructions de cette société et de la commune, soit au centre communal de compostage pour autant que la commune en possède un.

Article 13

Cadavres d'animaux

1. Les cadavres d'animaux seront livrés par les intéressés directement au centre de ramassage des cadavres d'animaux.
2. L'enfouissement sur son propre terrain de cadavres d'animaux isolés, pesant moins de 10 kg est permis dans la mesure où l'hygiène et la protection des eaux sont garanties. (art. 34, 2^{ème} al. lettre a, de l'ordonnance du Conseil exécutif du 25.11.1981. portant exécution de la législation fédérale sur les épizooties).
3. Dans les autres cas, les prescriptions fédérales et cantonales régissant la lutte contre les épizooties sont applicables.

Article 14

Aide financière

La commune peut participer aux frais occasionnés par les mesures de traitement des déchets prises dans une perspective d'économie des matières premières et de sauvegarde de l'environnement, telles que les collectes d'aluminium, etc. organisées par des associations indépendantes.

Article 15

Attribution des tâches

L'organe communal compétent décide de

- l'adhésion de la commune à un syndicat de communes ou à un autre établissement de traitement des ordures ménagères, en l'occurrence CELTOR SA ;
- la planification du service de ramassage des ordures ménagères et autres déchets sur le territoire communal avec les transporteurs, en tenant compte du contrat général entre CELTOR SA, et les transporteurs.

Article 16

Déchets non enlevés

1. Sont exclus du ramassage ordinaire :
 - a) les déchets pour lesquels il existe des collectes sélectives ou des centres de dépôt spéciaux ;
 - b) les déchets liquides, pâteux, fortement détrempés, inflammables, toxiques ou fortement corrosifs ;
 - c) les décombres et les déblais, les gravats, la neige, la glace, le fumier, les pierres ;
 - d) les déchets de boucherie ou d'abattoir ;
 - e) Les déchets provenant de l'industrie ou de l'artisanat ainsi que les déchets spéciaux au sens de l'article 24.
2. Les déchets mentionnés au 1^{er} alinéa, lettres b à e, seront éliminés par leur détenteur conformément aux prescriptions, ou selon les modalités particulières

fixées d'entente avec l'administration.

b) les détritrus ménagers

Article 17

Définition

1. Sont considérés comme détritrus ménagers les ordures produites quotidiennement et issues des habitations et de leurs alentours, qui doivent régulièrement être enlevées dans un souci d'hygiène et d'ordre.
2. Les ordures de même nature provenant des salles de réunion et des bureaux des entreprises de l'industrie, de l'artisanat et du secteur tertiaire sont assimilées aux détritrus ménagers.

Article 18

Récipients et ballots

1. Les ordures ménagères seront mises dans des sacs conformes aux normes officielles et mentionnant leur contenance en litres sur leur face visible. Ces sacs seront solidement ficelés et leur poids ne dépassera pas 30 kg. Les sacs en papier non résistant à l'eau ne sont pas autorisés.
2. Les objets encombrants de petite dimension, soit ceux dont la longueur est inférieure à 1 m, le diamètre à 50 cm et le poids à 30 kg, seront présentés en ballots solidement ficelés ou dans des cartons.
3. Il faut éviter les risques de blessure lors de l'enlèvement des ordures.
4. Pour les groupes de bâtiments faisant partie d'un même ensemble et les bâtiments de plus de quatre appartements, ainsi que pour les immeubles de l'artisanat, de l'industrie ou du secteur tertiaire, on utilisera les conteneurs officiellement autorisés.

Article 19

Jours de ramassage, centre de

1. Les détritrus ménagers sont enlevés une/deux fois par semaine. Les jours et les itinéraires de ramassage sont publiés.
2. Les jours de ramassage des ordures ménagères, aucun objet encombrant ne sera évacué.
3. Les jours de collecte sélective et les centres de dépôt pour les déchets ramassés de cette manière sont également publiés.

Article 20

Dépôt sur la voie publique

1. Sacs et ballots ne seront pas placés sur la voie publique qu'aux jours de ramassage.
2. Le Conseil communal doit, conformément au contrat entre CELTOR SA, les communes et les transporteurs, fixer le lieu de dépôt pour les conteneurs et les amas de sacs à déchets ; cette disposition s'applique également aux propriétés, hameaux et quartiers isolés ou difficilement accessibles. Le ramassage de « porte à porte » n'est pas accepté.

c) Déchets encombrants

Article 21

Définition

1. Sont considérés comme déchets encombrants, pour autant qu'ils ne puissent pas être livrés aux collectes sélectives au sens de l'article 11,
 - a) les objets métalliques de rebut de grandes dimensions tels que les vélos, les appareils ménagers hors d'usage, les sommiers, etc. ;
 - b) les grands objets non métalliques tels que les meubles, les matelas, les objets en plastique, les pneus, le bois, fenêtres, etc. ;
 - c) les grands emballages ou récipients vides (p. ex. seaux, cageots, etc.) ;
 - d) Les appareils TV privés ou du commerce.
2. Le poids maximum est de 50 kg.
3. Les déchets provenant de l'artisanat ou de l'industrie ne sont pas considérés comme grands objets encombrants au sens du présent article, à l'exception des pneus et appareils de TV.

Article 22

Evacuation

1. Lors de l'enlèvement des objets encombrants qui a lieu 4 fois par an, les ferrailles sont séparées du reste des objets. Les jours de ramassage seront communiqués à temps.
2. Les objets encombrants seront exposés de manière à ne pas entraver la circulation et à ne pas compliquer le ramassage (les attacher et éviter les risques de blessures).
3. Le Conseil municipal peut exclure certains objets du ramassage.

d) Entreprises de l'industrie, de l'artisanat et de secteur tertiaire

Article 23

Elimination

1. Les déchets et objets encombrants provenant des entreprises de l'industrie, de l'artisanat et du secteur tertiaire seront éliminés selon entente avec le Conseil municipal ou, s'ils sont directement pris en charge par CELTOR SA., selon entente avec cette société.
2. Entrent notamment en ligne de compte, selon le type de déchets et le volume :
 - la remise des déchets lors de l'enlèvement des ordures ménagères au sens des articles 18, 20 ;
 - l'évacuation directe des déchets dans une installation de traitement des déchets ou leur remise à une entreprise de recyclage (p. ex. remise des déchets de restaurant à une entreprise d'engraissement de porcs).
3. Sont exclus de la prise en charge par CELTOR SA., les pneus de voiture et de camions provenant des garages, entreprises de transport ou des récupérateurs.

III. Déchets spéciaux

Article 24

Définition

Sont considérés comme déchets spéciaux :

- a) les déchets dangereux au sens de la législation fédérale sur la protection de l'environnement (ordonnance sur les mouvements de déchets spéciaux) ;
- b) les déchets et les résidus, sous quelque forme que ce soit, qui ne peuvent être recyclés ou éliminés dans des installations de traitement ou des stations d'épuration conventionnelles en raison de leur composition ou de leur volume, et dont le traitement ou l'élimination exigent des installations spéciales (pneus, réfrigérateur, ordinateur, télévision, batterie, etc.).

Article 25

Obligation du détenteur

1. Le traitement des déchets spéciaux incombe à leur détenteur.
2. Les déchets spéciaux ne peuvent être remis qu'à des centres de dépôt et des entreprises qui sont autorisées par le droit fédéral et cantonal à les prendre en charge.
3. Les petites quantités doivent être livrées aux centres publics de dépôt ou aux points de vente (piles, médicaments, toxiques), où elles doivent être préparées pour les collectes sélectives.

Article 26

Centre de dépôt et service de ramassage p/ petites quantités

1. La commune installe soit pour ses propres besoins, soit en collaboration avec d'autres communes, des centres de dépôt pour de petites quantités de déchets spéciaux provenant des ménages, tels que les huiles, les restes de peinture ou de vernis, etc., ou organise périodiquement un service de ramassage.
2. De petites quantités de déchets spéciaux provenant de l'industrie ou de l'artisanat peuvent également être acceptées si la capacité des centre de dépôt ou du service de ramassage le permet, selon décision du Conseil municipal.
3. L'administration publie des informations plus précises concernant les centres de dépôt ou les services de ramassage.
4. La commune organise le traitement approprié des petites quantités ramassées.

Article 27

Séparateurs d'essence et d'huile

Les propriétaires organisent la vidange de leurs séparateurs d'essence et d'huile utilisés à des fins non professionnelles.

IV. Financement

Article 28

Financement du traitement des déchets

1. Le financement du service public de traitement des déchets est assuré par la commune. Pour ce faire elle dispose :
 - des émoluments des utilisateurs ;
 - des prestations de la commune pour le traitement des déchets produits par ses installations et immeubles ;
 - des prestations de tiers telles que les subventions cantonales ou fédérales ;
 - des recettes provenant de la vente des matières premières (p. ex. compost).
2. Les frais d'acquisition de conteneurs et les autres frais occasionnés par la préparation des déchets sont à la charge des utilisateurs. Les frais liés à des techniques particulières de traitement des déchets telles que le compostage et ses propres déchets (art. 12, 1^{er} al.), l'évacuation directe des déchets dans des installations de traitement (art. 23, 2^{ème} al.), le traitement des déchets spéciaux en dehors des centres de dépôt et du service de ramassage de la commune (art. 25) et la vidange des séparateurs d'huile et d'essence (art. 27) sont à la charge des détenteurs des déchets.

Article 29

Principes régissant la fixation des émoluments

1. Les émoluments doivent couvrir les dépenses liées à l'exploitation et à l'entretien du service de ramassage, des installations et de l'équipement de traitement, et permettre le service des intérêts et l'amortissement du capital investi (art. 38, 2^{ème} al. de la loi sur les déchets).
2. Tout en tenant de la charge que représente la perception des émoluments, le tarif doit être déterminé de manière à contribuer à la réduction des quantités de déchets et à un traitement des déchets compatibles avec l'environnement (art. 38, 3^{ème} al. de la loi sur les déchets).

Article 30

Tarif des émoluments

L'Assemblée municipale édicte un tarif des émoluments qui est soumis à l'approbation de la Direction des transports, de l'énergie et des eaux. Ce tarif détermine :

- le montant des émoluments d'utilisation perçus par sac, par ballot, par conteneur ou par objet encombrant ;
- la taxe de base différenciée selon les utilisateurs ;
- les émoluments pour des prestations de service, des contrôles et des dispositions particuliers ;
- les redevables des émoluments, ainsi que l'échéance et la perception des émoluments.

V. Dispositions finales

Article 31**Exécution**

1. Des mesures visant à l'établissement ou au rétablissement de l'état conforme aux prescriptions sont mises en œuvre conformément aux articles 44 et 45 de la loi sur les déchets. Les décisions sont édictées par le Conseil municipal.
2. Les décisions relatives aux émoluments réglementaires de traitement des déchets sont édictées par le Conseil municipal.

Article 32**Voies de droit**

Opposition peut être formée par écrit, auprès du Conseil municipal, contre les décisions de l'administration, et ce dans un délai de 30 jours après notification. Les décisions du Conseil municipal peuvent être attaquées par voie de recours conformément à l'article 51, 1^{er} al. et à l'art. 52 de la loi sur les déchets.

Article 33**Infractions**

1. Toute infraction aux prescriptions du présent règlement ainsi qu'aux décisions rendues en vertu de celui-ci est passible d'une amende s'élevant au maximum à Fr. 1'000.—et au minimum à Fr. 100.--. Toute infraction aux prescriptions d'exécution du Conseil municipal ainsi qu'aux décisions qui s'y rapportent est passible d'une amende s'élevant au maximum à Fr. 300.—et au minimum Fr. 50.-- Le décret concernant le pouvoir répressif des communes est applicable.
2. Est réservée l'application des dispositions pénales cantonales et fédérales.

Article 34**Dispositions d'exécution**

Le Conseil municipal édicte les dispositions d'exécution se rapportant au présent règlement.

Article 35**Entrée en vigueur**

1. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1993.
2. Dès son entrée en vigueur, il abroge toutes les prescriptions antérieures qui lui sont contraires.

Ainsi délibéré et accepté en Assemblée municipale de SORVILIER

Sorvillier, le 15 décembre 1992

Au nom du Conseil municipal

10
Le Président :

La secrétaire :

Certificat de dépôt

La secrétaire municipale soussignée, certifie que le présent règlement a été déposé publiquement 20 jours avant et 20 jours après l'assemblée municipale appelée à statuer et que le dépôt a été publié le 21 novembre 1992 avec indication des possibilités de faire opposition.

Sorvilier, le 23 novembre 1992

La secrétaire municipale

L. Evard